La banqueroute menace Los Angeles

11/04/2010 à 10h00

Après l'État de Californie, c'est la ville de Los Angeles qui jongle pour éviter la faillite. Avec un déficit de 222 millions de dollars, selon un document publié vendredi, la deuxième plus grande ville américaine après New York pourrait être à court de *cash* pour régler ses factures avant la fin de son exercice, en juin, ont prévenu les autorités la semaine dernière.



Le maire de la ville, Antonio Villaraigosa, a menacé de fermer certains services deux jours par semaine.

Il est finalement revenu sur cette déclaration alarmiste, mais la perspective de perdre deux cinquièmes de leur salaire a semé la panique parmi les employés de L.A., ainsi placés en première ligne.

Selon CNN, 2400 pourraient prendre leur retraite plus tôt et 1000 postes être supprimés.

Les agence de notation ont, quant à elles, rétrogradé la note

> ***de qualité d'emprunteur de Los Angeles. Le chef de la banque centrale américaine, Ben Bernanke, a reconnu mercredi que «les villes et les Etats luttent pour assurer les services essentiels.»***

Face à cette situation, la responsable des finances de la ville, Wendy Greuel, a déclaré «*une crise budgétaire urgente.*» Le cœur du problème réside a la fois dans une fonte des revenus à l'heure de la récession économique et une explosion des dépenses sur le front des retraites des fonctionnaires, alors que les fonds de pension ont enregistré de lourdes pertes.

Conflit autour de l'eau et l'électricité

A ce souci s'est ajouté un conflit politique majeur entre le Département de l'eau et de l'électricité (DWP, fournisseur local, une organisation au cœur de l'intrigue du film de Roman Polanski, «*Chinatown*») et le Conseil municipal de L.A. Le DWP a proposé des hausses de tarifs allant de 9% pour la plupart des usagers à 28% pour certains clients (les plus riches résidents, selon Villaraigosa). La mesure a été bloquée par le Conseil, qui estime que les *Angelenos* – ses électeurs -, frappés durement par un taux de chômage de 12,5% dans le comté, sont déjà quasi-contraints à la disette.

«*Les gens se battent pour survivre,*» a regretté la présidente du conseil de quartier de Watts, qui a elle-même vu son poste au service «*parcs et loisirs*» supprimé. «*Ils nous prennent en otage, car ils savent qu'on aura toujours besoin d'eau et d'électricité*.»

Le maire, qui nomme les responsables du DWP, a, lui, défendu la proposition. A ses yeux, il s'agit, d'une part, de pouvoir développer les énergies renouvelables (notamment le solaire et l'éolien) aux dépens du charbon, pour éviter de payer les amendes élevées prévues par les lois environnementales ; d'autre part, de satisfaire les contrats existants d'achat de

charbon (qui sert à produire la plus grande partie de l'électricité aux États-Unis).

Blocage

Le Conseil municipal s'est montré prêt a signer un compromis : une augmentation de 4.5%. «*Niet,*» a répondu le DWP, qui a alors joué sa dernière carte : priver la ville des 73 millions de dollars qu'il devait verser au budget général, dédié aux services de base, comme la police, les pompiers ou l'entretien des routes. Une erreur, estime un élu : «*Ce département croit qu'il dirige la ville, plutôt que le contraire.*»

C'est donc l'impasse. La seule bonne nouvelle est venue d'une rentrée d'argent imprévue de 26 millions de dollars en taxes à la propriété, dont s'est félicité Villaraigosa jeudi. De quoi soulager un peu la douleur, mais pas de quoi offrir un vrai remède à la Cité des Anges.

Libération
(Merci à allgemein)